

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 771

20 mars 2015

SOMMAIRE

Afrodite S. à r.l.	37008	EnPro Luxembourg Holding Company S.à r.l.	36962
Aloes S.A., SPF	36968	Fiducia Audit S.à r.l.	36965
Alpha Cygni S.A.	36968	Frozen Holding S.A.	36994
Alternative Advisers S.A.	36968	Gipe S.A.	37007
Ankor S.à.r.l.	36969	Guillaume S.A.	36962
Arboretum S.A.	36967	Mars Investment II S. à r.l.	36964
AVR Luxembourg S.à.r.l.	36967	Michelin Luxembourg SCS	36963
AXD Holding S.A.	36966	Moog Luxembourg Finance S.à r.l.	36963
Azmalo S.à r.l.	36968	Moravia Lux Intermediate Holding Company, S.à r.l.	37004
Babcock & Brown (Romania) S.à r.l.	36966	Nine.Eleven S.A.	36962
Bain Capital Everest Manager Holding SCA	36966	Noble Holding International (Luxembourg NHIL) S.à r.l.	37001
Berbo S.à r.l.	36967	Noble Holding (Luxembourg) S.à r.l.	36998
BlackRock Europe Property Fund IV S.à.r.l. SICAV-SIF	36983	Nostra S.A.	36962
Blue Bird S.A.	36966	Okol Investments	36962
BRAUN Bernard S.à r.l.	36967	Pabeila S.à r.l.	37004
British American Tobacco Belgium - Luxembourg Branch	36966	Palladium International S.A.	36967
Car Classifieds Asia S.à r.l.	36965	Racing Competitions and Management International S.A.	36963
CD Publicité Lux S.à r.l.	36965	RBC Luxembourg (Suisse) Holdings S.à r.l.	36968
Chimtex S.A.	36964	Silver Sea Properties (Orpington) S.à r.l.	37008
Chimtex S.A.	36964	Société Européenne de Machines Outils S.A.	37008
Clickbus (GP) S.à r.l.	36964	Société luxembourgeoise de conception, d'administration, de recherches et d'études	36964
CMC Capital Luxembourg 2 S.à r.l.	36962		
Compagnie de l'Ours S.à.r.l.	36963		
Creative-Bau S.A.	36963		
Dabe International S.A.	36965		
Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg	36963		
De Natura Rerum Holdings S.A.	36965		

Nostra S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 134.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026855/9.

(150030492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Oko Investments, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 157.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026857/9.

(150030490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Nine.Eleven S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 128.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026851/9.

(150030869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Guimauve S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 134.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026675/9.

(150030493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

EnPro Luxembourg Holding Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.
R.C.S. Luxembourg B 143.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026584/9.

(150030085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

CMC Capital Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 205.900,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 121.211.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026530/9.

(150030494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 104.980.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026544/9.

(150030342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Compagnie de l'Ours S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 79.539.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026495/9.

(150030186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Creative-Bau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 98.122.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026498/9.

(150030455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Racing Competitions and Management International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 80.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026934/9.

(150030420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Moog Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3290 Bettembourg, 1, Zone d'Activités Economiques Krakelshaff.

R.C.S. Luxembourg B 146.065.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026807/9.

(150030166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Michelin Luxembourg SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 96.546.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026806/9.

(150030817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Mars Investment II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 175.031.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026802/9.

(150031062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

SOLUCARE S.A., Société luxembourgeoise de conception, d'administration, de recherches et d'études, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 40.040.

Les comptes annuels au 31 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026957/9.

(150030943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Clickbus (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 183.176.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015026493/12.

(150030576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Chimtex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 23.528.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Geert DIRKX

Administrateur unique

Référence de publication: 2015026525/12.

(150030180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Chimtex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 23.528.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Geert DIRKX

Administrateur unique

Référence de publication: 2015026526/12.

(150030360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Fiducia Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5942 Itzig, 1, rue Désiré Zahren.

R.C.S. Luxembourg B 180.814.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015026609/10.

(150030353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Dabe International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 82.595.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015026548/11.

(150030101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

CD Publicité Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4320 Esch-sur-Alzette, 32, rue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 89.342.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13.02.2014.

Référence de publication: 2015026518/10.

(150030363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

De Natura Rerum Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 122.236.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015026555/11.

(150030206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Car Classifieds Asia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.458.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015026488/12.

(150030578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

British American Tobacco Belgium - Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 99.930.

Les comptes annuels de l'établissement principal «British American Tobacco Belgium S.A.» dans lesquels sont inclus les comptes de sa succursale luxembourgeoise «British American Tobacco Belgium - Luxembourg Branch» au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026477/11.

(150029943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Blue Bird S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 174.446.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015026470/13.

(150030781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Babcock & Brown (Romania) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 128.167.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015026457/10.

(150030187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Bain Capital Everest Manager Holding SCA, Société en Commandite par Actions.

Capital social: USD 37.636,61.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 153.537.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Février 2015.

Référence de publication: 2015026458/10.

(150030630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

AXD Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111/115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 157.167.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026454/10.

(150030760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

BRAUN Bernard S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6744 Grevenmacher, 2, rue Victor Braun.

R.C.S. Luxembourg B 19.767.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 13 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015026475/10.

(150030170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Berbo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6238 Braidweiler, 11, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg B 101.771.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 13 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015026469/10.

(150030171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

AVR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 113.803.

Dépôt rectificatif du dépôt initial L140020666

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015026450/11.

(150030364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Arboretum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 73.892.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/02/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015026439/12.

(150030175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Palladium International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 142.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Palladium International S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026880/11.

(150030833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Alpha Cygni S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 159.736.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026425/9.

(150030369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Aloes S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 134.033.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026423/9.

(150030491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Azmalo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 177.040.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015026410/12.

(150030835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Alternative Advisers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 47, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 139.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour le Conseil d'administration

Philippe DEBATTY

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015026400/13.

(150030359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

RBC Luxembourg (Suisse) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre Dame.
R.C.S. Luxembourg B 167.465.

Les comptes annuels au 31 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 5 février 2015.

RBC Luxembourg (Suisse) Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2015026936/11.

(150030484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Ankor S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 194.514.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the thirtieth day of January.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, civil law notary, residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg, There appeared:

THERE APPEARED:

Mr. Grégory DRIOT, consultant, born in Neuilly-sur-Seine, France, on 29 June 1975, residing at 20 Chemin du Milieu, 1245 Collonge-Bellerive, Switzerland,

here represented by Mrs. Sophie MATHOT, clerck de notaire, with professional in Senningerberg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "ANKOR S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may not borrow (except from the Units' holders). It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. For the avoidance of doubt, the Company may notably place funds on bank deposits.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500), represented by:

- One thousand two hundred fifty (1,250) class A corporate units (the "Class A Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class B corporate units (the "Class B Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class C corporate units (the "Class C Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class D corporate units (the "Class D Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class E corporate units (the "Class E Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class F corporate units (the "Class F Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class G corporate units (the "Class G Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class H corporate units (the "Class H Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class I corporate units (the "Class I Units"),
 - One thousand two hundred fifty (1,250) class J corporate units (the "Class J Units"),
- all having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

Class A Units, Class B Units, Class C Units, Class D Units, Class E Units, Class F Units, Class G Units, Class H Units, and Class I Units are collectively referred as the "Classes of Units of the First Category" (or individually a "Class of Units of the First Category").

5.2. The corporate capital of the Company may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.2.1. The corporate capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of Units provided that this cancellation concerns the entirety of Units in issue in one or several classes of units.

The repurchases and cancellations of the Classes of Units of the First Category shall be made in the reverse alphabetic order (starting with the Class I Units).

In the event of a reduction of corporate capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Units of the First Category, the holders of Units of the repurchased and cancelled class of Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Unit for each Unit of the relevant class held by them which is repurchased and cancelled.

5.2.2. The Cancellation Value Per Unit shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Units in issue in the class of Units which is repurchased and cancelled.

5.2.3. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board and approved by the members at a General Meeting on the basis of the most recent Interim Accounts corresponding to the Available Amount (as defined below) of the relevant class of Units at the time of the cancellation of the relevant class of Units unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.2.4. Upon the repurchase and cancellation of the Units of the relevant Class of Units of the First Category, the Cancellation Value Per Unit will become due and payable by the Company.

5.2.5. When the income received (in whatsoever form and proceeds) by the Company from its portfolio companies or holdings in underlying funds exceeds the Hurdle Amount (as defined below), Class J Units shall be mandatorily redeemed by the Company at the request of the holder of such Class J Units. For the avoidance of doubt, as soon as the Hurdle Amount is exceeded, Class J Units shall be repurchased and cancelled prior to repurchase and cancellation of any Class of Units of the First Category.

The holder of Class J Units shall receive the Class J Redemption Price upon redemption of Class J Units.

However, if the sums available for redemption are insufficient for the Company to fully pay the Class J Redemption Price, the redemption of all the Class J Units will not be hindered. In such case, the Company shall still redeem all the Class J Units and only pay at the time of the redemption the part of the Class J Redemption Price, which is equal to the amount of the sums available for distribution as at the redemption date. Thereafter, the Company shall in priority pay to the former holders of Class J Units the difference between the amount of the Class J Redemption Price and the amount of the partial payment, but only upon the condition and at the moment when the Company will recover sufficient available sums, cash or assets for such payment.

In case of a partial payment of the Class J Redemption Price, the Company may not proceed to any other distribution or payment to any holder of units of the Classes of Units of the First Category until the payment of the entire Class J Redemption Price is completed.

If the Company is unable to redeem the Class J Units for the full Class J Redemption Price due to legal or regulatory constraints, the Company has the right to substitute another entity or person (including holders of the Units of the Classes of Units of the First Category) to acquire the Class J Units.

5.3. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Unit is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the members, or the Board as the case may be. However, any share premium paid in relation to Class J Units shall be registered separately and shall not be distributed to the holders of Classes of Units of the First Category, except upon liquidation of the Company and under the condition that the Hurdle Amount is not reached.

For the purposes of this Article 5, the following words shall have the following definitions:

-"Available Amount" means (without double counting) the total amount of net profits attributable to the class of Units of the Company that is repurchased (including carried forward profits) to the extent the members holding Units of said class of Units would have been entitled to dividend distributions as per clause 15.2, increased by (i) any freely distributable reserves and share premium (except for the portion of such premium which relates to Class J Units) and (ii) as the case may be by the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Units to be cancelled to the extent this reduction corresponds to available amounts in accordance with Law but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, (iii) the preferred dividends (based on the nominal value of the Units) distributed in accordance with the order set out by clause 15.2.1 on the Classes of Units of the First Category (other than the class of Units subject to the repurchase and cancellation), (iv) any sums set aside to cover reasonable running costs of the Company to be paid in the near future in the reasonable opinion of the board of managers or the sole manager (as the case may be), each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + FD + PR)$$

Whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits attributable to the class of Units according to clause 15.2 (including carried forward profits as determined for the relevant class of Units);

P = any freely distributable reserves and share premium (except if such premium has been paid in relation to Class J Units);

CR = the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Units to be cancelled to the extent this correspond to available amounts in accordance with Law;

L = losses (including carried forward losses);

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles;

FD = the preferred dividend (based on the nominal value of the Units) distributed in accordance with the order set out by clause 15.2.1 on the Classes of Units of the First Category (other than the Class of Units of the First Category subject to the repurchase and cancellation);

PR = sums set aside to cover running costs of the Company to be paid in a near future in the reasonable opinion of the Board of managers or the sole manager as the case may be.

-"Cancellation Value Per Unit" means the cancellation amount per Unit to be paid to a member of a repurchased and cancelled Unit and calculated in accordance with clause 5.2.2.

-"Class J Redemption Price" means an amount equal to (i) the nominal value of the outstanding Class J Units, plus (ii) any share premium paid in relation to Class J Units, (iii) increased by a rate of return of equal to the average interest actually accrued on the amounts indicated under points (i) and (ii) above for the applicable period.

-"Hurdle Amount" means an amount equal to the corporate capital and share premium related to the Classes of Units of the First Category (to the exclusion of the corporate capital and share premium related to Class J Units) increased by a compounded annual rate of return of 8%.

-"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

-"Interim Accounts Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Units.

-"Total Cancellation Amount" means the amount determined in accordance with clause 5.2.3.

-"Units" means each corporate unit of the Company, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Art. 6. Corporate units.

6.1 Each Unit entitles to a fraction of assets and profits of the Company as defined based on the economic rights defined in articles 5, 15 and 16.

6.2 The Company recognizes only one (1) owner per Unit. In case of joint ownership on one or several Unit(s) the members shall designate one (1) owner by Unit.

6.3 Units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, Units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of Units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least seventy five (75%) of the corporate capital.

The transfer of Units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least seventy five (75%) of the rights owned by the survivors, except the legally entitled heirs (héritiers réservataires) and surviving spouse.

A Unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.4 A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of members representing at least half (50%) of the corporate capital.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1 Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2 Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting. Copy of the notice shall also be sent - for information purposes only - to the Units' holders.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

8.3 Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 9.1. (ii) and 9.3 (ii) of the Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2 The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1 Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. Members Circular Resolutions signed by all the members are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital, except that any amendment proposal which affects directly or indirectly the rights of specific Classes of Units shall also be approved by the member/s owning such Classes of Units.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member’s commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1 Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2 Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3 The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1 The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company’s assets and liabilities, with an annex summarizing the Company’s commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company. Audited accounts will be prepared on an annual basis.

13.3 Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5 In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a Business Day), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

14.2 The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

14.3 The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.2.1. As long as the Hurdle Amount is not reached, all the distributions shall be made in accordance with the following order:

- the holders of Class A Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point ten per cent (0.10%) of the nominal value of the Class A Units held by them, then,
- the holders of Class B Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifteen per cent (0.15%) of the nominal value of the Class B Units held by them, then,
- the holders of Class C Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the Class C Units held by them, then,
- the holders of Class D Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class D Units held by them, then,
- the holders of Class E Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class E Units held by them, then,
- the holders of Class F Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Units held by them, then
- the holders of Class G Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class G Units held by them, then,
- the holders of Class H Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class H Units held by them, then,
- the holders of Class I Units shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of Units by reverse alphabetical order and starting from Class I Units have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Units in the reverse alphabetical order (e.g. Class H Units if Class I Units has been cancelled).

15.2.2 As from the time the Hurdle Amount is reached, no distribution can be made to the holders of the Classes of Units of the First Category until redemption and complete payment of the Class J Redemption Price to the holders of Class J Units. After complete payment of the Class J Redemption Price to the holders of Class J Units, distributions shall be made in accordance with the order set forth in clause 15.2.1.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) Interim Accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these Interim Accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the Interim Accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2 If the Hurdle Amount is not reached, the liquidation surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the holders according to the priority and allocation rules set in clause 15.2 of the Articles.

16.3 If the Hurdle Amount is reached, the holders of outstanding Class J Units shall receive Class J Redemption Price in full. Upon liquidation of the Company, the last holders of the Classes of Units of the First Category will be required to return to the Company part of distribution or repurchase price previously received so that the Company is able to pay the Class J Redemption Price.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1 Notices and communications are made or waived and the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Members Circular Resolutions are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2015.

Subscription and Payment

Mr. Grégory DRIOT, pre-named and represented as stated hereabove, has declared to subscribe to all the:

- One thousand two hundred fifty (1,250) class A corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class B corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class C corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class D corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class E corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class F corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class G corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class H corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class I corporate units,
- One thousand two hundred fifty (1,250) class J corporate units.

The amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately two thousand and two hundred Euros (EUR 2,200).

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. Mr. Grégory DRIOT, consultant, born in Neuilly-sur-Seine, France, on 29 June 1975, residing at 20 Chemin du Milieu, 1245 Collonge-Bellerive, Switzerland, is appointed as manager and chairman for an indefinite period;
2. Mr. Martin RUTLEDGE, expert-comptable, born in Antrim, United Kingdom, on 29 June 1950, residing at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, is appointed as manager for an indefinite period;
3. Mr. Antonio QUARATINO, employee, born in Caserta, Italy, on 17 February 1982, residing at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, is appointed as manager for an indefinite period.
4. The registered office of the Company is set at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Senningerberg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Follows the french version of the above text

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur Grégory DRIOT, consultant, né à Neuilly-sur-Seine, France, le 29 juin 1975, demeurant au 20 Chemin du Milieu, 1245 Collonge-Bellerive, Suisse,

ci-après représenté par Madame Sophie MATHOT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Senningerberg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante susnommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "ANKOR S.à.r.l." (la "Société"). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi), et les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par une résolution du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, prise dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du Conseil.

Lorsque le Conseil détermine que l'évolution extraordinaire de situations politiques ou militaires ou d'événements de ce type se produisent ou sont imminents et que ces évolutions ou événements peuvent perturber les activités normales de la Société au sein de son siège social, ou la facilité des communications entre le siège social et des personnes à l'étranger, le siège social peut être transféré à titre temporaire à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Lesdites mesures temporaires sont sans effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, demeure une société constituée au Luxembourg.

Art. 3. Objet Social.

3.1. La Société a pour objet l'acquisition de participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans des sociétés ou entreprises sous toute forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par souscription, achat et échange ou de tout autre façon tous capitaux propres, actions et autres titres de participation, obligations, débentures, certificats de dépôt et autres titres de créance et de façon plus générale tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée de tout type. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine. Elle peut ouvrir des succursales au Luxembourg et à l'étranger

3.2. La Société ne peut pas emprunter (sauf qu'aux détenteurs des parts sociales). Elle peut émettre à titre de placement privé uniquement, des effets, obligations et débentures et tous types de titres de créance et/ou de participation. La Société peut acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds en ce compris les produits de tous emprunts et/ou émissions de titres de créance à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. Pour éviter tout doute, la Société peut en particulier placer des fonds sur des dépôts bancaires.

3.3. La Société peut employer toutes techniques et tous instruments relatifs à ses investissements aux fins de l'efficacité de leur gestion, notamment des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre les risques du crédit, du change des monnaies, des taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut de façon générale accomplir toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile dans le cadre de l'accomplissement et du développement de ses objets.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par:

- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe A (les «Parts de Classe A»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe B (les «Parts de Classe B»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe C (les «Parts de Classe C»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe D (les «Parts de Classe D»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe E (les «Parts de Classe E»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe F (les «Parts de Classe F»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe G (les «Parts de Classe G»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe H (les «Parts de Classe H»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe I (les «Parts de Classe I»),
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe J (les «Parts de Classe J»),

toutes ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-), toutes souscrites et entièrement libérées.

Les parts de Classe A, Classe B, Classe C, Classe D, Classe E, Classe F, Classe G, Classe H, Classe I sont collectivement désignées les "Classes des Parts de Première Catégorie" (ou individuellement une "Classe des Parts de Première Catégorie").

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une résolution des associés, prises dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

5.2.1. Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation de parts à condition que ladite annulation concerne l'intégralité des parts émises dans une ou plusieurs classes de parts sociales.

Les rachats et annulations des Classes des Parts de Première _ Catégorie seront effectués dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par les parts de la Classe I).

En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe des Parts de Première Catégorie, les détenteurs de parts de la classe de parts rachetée et annulée recevront de la part de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part pour chaque part de la classe concernée qu'il détenait et qui est rachetée et annulée.

5.2.2. La Valeur d'Annulation par part sera calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de parts émises dans la classe de Parts qui est rachetée et annulée.

5.2.3. Le Montant Total de l'Annulation sera un montant fixé par le Conseil et approuvé par les associés réunis en Assemblée Générale sur la base des derniers Comptes Provisoires correspondant au Montant Disponible (tel que ci-après défini) de la classe de parts en cause au moment de l'annulation de ladite classe de parts, sauf résolution contraire de l'Assemblée générale prise dans les conditions requises pour la modification des Statuts sous réserve cependant que le Montant Total de l'Annulation ne sera jamais plus élevé que ce Montant Disponible.

5.2.4. À la suite du rachat et de l'annulation des parts de la Classe des Parts de Première Catégorie en cause, la Valeur d'Annulation Par Part deviendra due et payable par la Société.

5.2.5. Lorsque la Société reçoit des revenus (sous quelque forme et produits que ce soit), de la part de ses participations ou des fonds composants son portefeuille, qui excèdent le Montant Critique (Hurdle) (tel que défini ci-après), les parts de la Classe J seront obligatoirement rachetées par la Société à la demande du détenteur de ces parts de la Classe J. Pour éviter tout doute, dès le dépassement du Montant Critique (Hurdle), les parts de la Classe J seront rachetées et annulées avant le rachat et l'annulation de toute Classe de Parts de Première Catégorie.

Le détenteur des parts de la Classe J recevra le Prix de Rachat de la Classe J lors du rachat des parts de la Classe J.

Cependant, le fait que les fonds disponibles pour le rachat soient insuffisants pour que la Société paie intégralement le Prix de Rachat de la Classe J, n'empêchera pas le rachat de toutes les parts de la Classe J. Dans ce cas, la Société rachètera toujours l'intégralité des parts de la Classe J et ne paiera au moment du rachat que la partie du Prix de Rachat de la Classe J, qui correspond au montant des sommes disponibles pour une distribution à la date du rachat. Par la suite, la Société procédera à un paiement par priorité en faveur des anciens détenteurs des parts de la Classe J de la différence entre le montant du Prix de Rachat de la Classe J et le montant du paiement partiel, mais exclusivement à la condition que et au moment où la Société récupérera des sommes disponibles, des liquidités ou des actifs suffisants, pour effectuer ce paiement.

En cas de paiement partiel du Prix de Rachat de la Classe J, la Société ne peut pas procéder à toute autre distribution ou à tout autre paiement en faveur de tout détenteur des unités des Classes de Parts de la Première Catégorie jusqu'au parfait paiement de l'intégralité du Prix de Rachat de la Classe J.

Si la Société s'avère incapable de racheter les Parts de Classe J en contrepartie du Prix de Rachat intégral de la Classe J en raison de contraintes d'ordre juridique ou réglementaire, la Société a le droit de se faire remplacer par une autre entité ou personne (en ce compris les détenteurs des Parts des Classes de Parts de Première Catégorie) chargée d'acquiescer les parts de la Classe J.

5.3. En sus du capital social, un compte de primes d'émission peut être tenu, sur lequel toute prime versée sur toute Part est transférée. Le montant dudit compte de primes d'émission est à la libre disposition des associés, ou du Conseil selon le cas. Cependant, toute prime d'émission de parts versée au titre des Parts de la Classe J sera enregistrée séparément et ne sera pas distribuée aux détenteurs des Classes de Parts de Première Catégorie, sauf en cas de liquidation de la Société et à la condition que le Montant Critique (Hurdle) ne soit pas atteint.

Aux fins du présent Article 5, les mots ci-après auront les définitions suivantes:

-"Montant Disponible" désigne (sans double comptage) le montant total des bénéfices nets attribuables à la classe de parts de la Société qui est rachetée (en ce compris les bénéfices reportés) dans la mesure où les associés détenteurs des parts de ladite classe de parts auraient pu prétendre à des distributions de dividendes selon les termes de la clause 15.2, augmentés de (i) toutes réserves et prime d'émission librement distribuables (sauf pour la partie de ladite prime qui se rapporte aux parts de la Classe J) et (ii) selon le cas du montant de la réduction du capital social et de celle de la réserve légale relative à la classe de parts à annuler dans la mesure où ladite réduction correspond aux montants disponibles conformément à la Loi mais réduits de (i) toutes pertes (en ce compris les pertes reportées), (ii) toutes sommes à mettre en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts, (iii) les dividendes prioritaires (basés sur la valeur nominale des parts) distribués conformément à l'ordre établi par la clause 15.2.1 sur les Classes de Parts de Première Catégorie autres que la classe de parts soumise au rachat et à l'annulation, (iv) toutes sommes mises en réserve pour couvrir les frais raisonnables de fonctionnement de la Société à payer dans un avenir proche selon l'avis justifié du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), à chaque fois telles que portées dans les Comptes Provisaires en cause (pour éviter tout doute, sans double comptage) de sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + FD + PR)$$

Selon lesquels:

AA = Montant Disponible;

NP = bénéfices nets attribuables à la classe de parts aux termes de la clause 15.2 (en ce compris les bénéfices reportés tels que déterminés pour la classe de parts en cause);

P = toutes réserves et primes d'émission librement distribuables (sauf si cette prime a été payée au titre des parts de la Classe J);

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réserve légale relative à la classe de parts à annuler dans la mesure où cela correspond aux montants disponibles conformément à la Loi;

L = les pertes (en ce compris les pertes reportées);

LR = toutes sommes à porter en réserve(s) selon les exigences de la Loi ou des Statuts;

FD = le dividende prioritaire (basé sur la valeur nominale des Parts) distribués conformément à l'ordre établi par la clause 15.2.1 des Classes de Parts de Première Catégorie (autres que la Classe de Parts de la Première Catégorie soumise au rachat et à l'annulation);

PR = les sommes portées en réserve pour couvrir les frais de fonctionnement de la Société à verser dans un avenir proche selon l'avis raisonnable du Conseil de gérance ou du gérant unique selon le cas.

-"Valeur d'Annulation Par Part" désigne le montant de l'annulation par unité à verser à un associé pour une part rachetée et annulée et calculée conformément à la clause 5.2.2.

-"Prix de Rachat de la Classe J" désigne un montant égal à (i) la valeur nominale des parts de la Classe J en cours, plus (ii) toute prime d'émission payée au titre des parts de la Classe J, (iii) et augmenté d'un taux de rendement égal à l'intérêt moyen effectivement courus sur les montants indiqués aux points (i) et (ii) ci-dessus pour la période applicable.

-"Montant Critique (Hurdle)" désigne un montant égal au capital social et aux primes d'émission se rapportant aux Classes des Parts de Première Catégorie (à l'exclusion du capital social et des primes d'émission se rapportant aux parts de la Classe J) augmenté d'un taux d'intérêt annuel composé, de 8%.

-"Comptes Provisaires" désigne les comptes provisoires de la Société à la Date du Compte Provisaire en cause.

-"Date des Comptes Provisaires" désigne la date ne se situant pas plus de huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la classe des parts en cause.

-"Montant Total de l'Annulation" désigne le montant déterminé conformément à la clause 5.2.3.

"parts" désigne chaque part sociale de la Société, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune."

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société tels que définis sur la base des droits économiques définis dans les articles 5, 15 et 16.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul (1) propriétaire par part. En cas de propriété conjointe d'une ou plusieurs part (s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part.

6.3 Les parts sont librement cessibles entre les associés.

Lorsque la Société n'a qu'un seul associé, les parts sont librement cessibles à des tiers.

Lorsque la Société compte plus d'un associé, la cession des parts (entre vifs) à des tiers est soumise à l'approbation préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (75%) du capital social.

Le transfert des parts pour cause de décès à des tiers doit être approuvé par les associés représentant au moins les trois-quarts (75%) des droits détenus par les survivants, excepté pour les héritiers réservataires et le conjoint survivant.

Un transfert de parts n'est opposable à la Société ou à des tiers qu'après une notification à, ou l'acceptation par, la Société conformément à l'article 1690 du Code civil.

6.4 Un registre des associés est tenu et gardé au siège social et peut être examiné par chaque associé sur demande.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants désignés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

7.2 Les gérants peuvent être révoqués à tout moment (avec ou sans cause) par une résolution des associés représentant au moins la moitié (50%) du capital social.

Art. 8. Conseil de gérance. En cas de désignation de plusieurs gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil"). Le(s) associé(s) peuvent décider de qualifier les gérants désignés comme gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") et comme gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés aux associés par la Loi ou les Statuts, relèvent de la compétence du Conseil, lequel a tous les pouvoirs pour accomplir et approuver tous les actes et opérations compatibles avec l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués pour des questions particulières à un ou plusieurs mandataires par le Conseil.

(iii) Le Conseil peut de temps à autre sous-déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc qui ne doivent pas nécessairement être des associés ou gérants de la Société. Le Conseil définira les pouvoirs, fonctions et la rémunération (le cas échéant) de ses mandataires, la durée de la période de représentation et toutes autres conditions applicables de leur mandat de représentation.

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit à la demande d'un gérant, à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation, qui se situe en principe, au Luxembourg.

(ii) Un avis de convocation écrit à la réunion du Conseil est remis à l'ensemble des gérants vingt-quatre (24) heures au moins à l'avance, sauf en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances sont indiquées dans l'avis de convocation à la réunion. Une copie de l'avis est également transmis -uniquement à des fins d'information - aux détenteurs des parts.

(iii) Aucun avis n'est nécessaire si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à l'avis de convocation, avant ou après une réunion. Des avis de convocation écrits distincts ne sont pas exigés pour les réunions se tenant aux dates et lieux indiqués dans le calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner procuration à un autre gérant afin que celui-ci le représente lors de toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance, comprenant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B si le ou les associés ont désigné des gérants de catégorie A et gérants de catégorie B. Les décisions seront adoptées par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés lors de cette réunion, y compris au moins une voix d'un gérant de catégorie A et une voix d'un gérant de catégorie B si le ou les associés ont désigné ces gérants de catégorie A et gérant de catégorie B.

(vi) Les décisions de la réunion du Conseil sont adoptées par écrit et retranscrites dans le procès-verbal. Ces procès-verbaux sont signés par tous les gérants présents.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B de la Société si le ou les associés ont désigné les gérants en gérant de catégorie A et gérant de _ catégorie B, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément aux articles 9.1. (ii) et 9.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée envers les tiers par la signature de toute personne à laquelle des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être entendue comme une référence au gérant unique, le cas échéant.

9.2 La Société est engagée envers les tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée envers les tiers par la signature de toute personne à laquelle des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne peuvent pas, en raison de leur mandat, être tenus personnellement responsables des engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, à condition que ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Membre(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées lors d'une Assemblée Générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie circulaire (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés de la Société serait inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Lorsque les résolutions doivent être adoptées au moyen de Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés ont la même valeur et la même nature contraignante que celles adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à une (1) voix.

11.2 Avis, quorum, majorité et procédures de vote _

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou d'associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) L'avis de convocation de toute Assemblée Générale est donnée par écrit à tous les membres huit (8) jours calendaires au moins avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, dont la nature et les circonstances sont énoncées dans l'avis de convocation de l'assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure indiqués dans les avis.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans préavis.

(v) Un membre peut donner procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de se faire représenter lors de toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions qui seront adoptées lors des Assemblées Générales ou par des Résolutions Circulaires des Associés sont prises par des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première Assemblée Générale ou sur première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois et les résolutions sont adoptées à l'Assemblée Générale ou par des Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des suffrages exprimés, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social; par exception, toute proposition d'amendement affectant directement ou indirectement les droits des classes de Parts spécifiques doit également être approuvée par le ou les associés possédant ces classes de Parts.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société et toute augmentation de l'engagement d'un membre dans la Société sont soumis au consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé Unique.

12.1 Lorsque le nombre de associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou à des Résolutions Circulaires des Associés doit être entendue comme une référence à cet associé unique ou aux résolutions de ce dernier, le cas échéant.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont constatées par un procès-verbal ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Surveillance

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier de chaque année et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec en annexe un résumé des engagements et des dettes des gérants et des associés de la Société envers la Société. Les comptes audités seront préparés sur une base annuelle.

13.3 Chaque membre peut consulter l'inventaire et le bilan au siège social.

13.4 Le bilan et compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés dans un délai de (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

13.5 Si le nombre de associés de la Société est supérieur à vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tiendra chaque année le troisième mardi de juin de chaque année à 15h00 au siège social de la Société, et si ce jour est un jour ouvrable pour les banques dans la ville de Luxembourg (c'est-à-dire un Jour Ouvrable), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et le lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'Entreprises.

14.1 Si le nombre d'associés de la Société est supérieur à vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes, qui peut être ou ne pas être membres.

14.2 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, lorsque cela est requis par la loi.

14.3 Les associés nomment le commissaire aux comptes, le cas échéant et le réviseur d'entreprises, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans. Les mandats du commissaire aux comptes et le réviseur d'entreprises peuvent être renouvelés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint un montant égal à dix pour cent (10%) du capital social.

15.2. Les associés décident de la répartition des bénéfices nets annuels. Ils peuvent affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.2.1. Tant que le Hurdle Amount n'est pas atteint, toutes les distributions seront effectuées selon l'ordre suivant:

- les détenteurs de Parts de Classe A auront le droit de recevoir des distributions de dividende pour cette année d'un montant de zéro virgule dix pour cent (0,10%) de la valeur nominale des Parts de Classe A détenues par eux, puis,
- les détenteurs de Parts de Classe B auront le droit de recevoir des distributions de dividende pour cette année d'un montant de zéro virgule quinze pour cent (0,15%) de la valeur nominale des Parts de Classe B détenues par eux, puis,
- les détenteurs de Parts de Classe C auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour cette année d'un montant de zéro virgule vingt pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts de Classe C détenues par eux, puis,
- les détenteurs de Parts de Classe D auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour cette année d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale des Parts de Classe D détenues par eux, puis,
- les détenteurs de Parts de Classe E auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour cette année d'un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts de Classe E détenues par eux, puis,
- les détenteurs de Parts de Classe F auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour cette année d'un montant de zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale des Parts de Classe F détenues par eux, puis
- les détenteurs de la Parts G parts auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour cette année dans un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts de Classe G détenues par eux, puis,
- les détenteurs de Parts de Classe H auront le droit de recevoir des distributions de dividendes pour cette année d'un montant de zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale des Parts de Classe H détenus par eux, puis,

- les détenteurs de Parts de Catégorie I sont en droit de recevoir le reste de toute distribution de dividendes.

Si l'ensemble de la dernière catégorie de Parts en circulation par ordre alphabétique inversé et à partir de Parts de Catégorie I ont été annulées à la suite de leur rachat ou autrement au moment de la distribution, le reste de toute distribution de dividende sera alors attribué à la dernière catégorie de parts en circulation dans l'ordre alphabétique inversé (par exemple, les Parts de Classe H si Parts de Classe I a été annulée).

15.2.2 Dès lors que le Hurdle Amount est atteint, aucune distribution ne peut être faite aux détenteurs des Classes de Parts de la première catégorie jusqu'au remboursement et le paiement complet du prix de rachat Classe J aux détenteurs de Parts de Classe J. Après paiement intégral du Prix de Rachat de la Classe J aux détenteurs de Parts de Classe J, les distributions seront effectuées selon l'ordre visé à l'article 15.2.1.

15.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, dans les conditions suivantes:

- (i) des Comptes Intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces Comptes Intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (prime d'émission incluse) sont disponibles pour distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois à compter de la date des Comptes Intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par décision des associés, adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui ne sont pas nécessairement associés, afin de procéder à la liquidation et déterminent leur nombre, leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf décision contraire adoptée par les membres, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Si le montant du Hurdle Amount n'est pas atteint, le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société seront payés aux détenteurs de parts selon les règles de priorité et d'attribution fixées à l'article 15.2 des Statuts.

16.3 Si le montant du Hurdle Amount est atteint, les détenteurs de Parts de Classe J émises recevront le Prix de Rachat de Classe J en totalité. Après la liquidation de la Société, les derniers détenteurs de Parts de Classes de la Première Catégorie seront tenus de revenir à la part du prix de distribution ou de rachat précédemment reçu afin que la Société soit en mesure de payer le Prix de Rachat de Catégorie J.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les avis et les communications sont effectués ou auxquels il est renoncé, les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par écrit par les moyens décrits ci-dessus. Les procurations liées aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant dans des conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être apposées sous forme manuscrite ou électronique, à condition qu'elles remplissent toutes les exigences légales leur permettant d'être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Associés sont apposées sur un original ou sur plusieurs exemplaires du même document, qui ensemble constituent un seul et même document.

17.4 Tous les points non expressément prévus par les Statuts, les parties s'en remettent à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout pacte ponctuellement conclu par les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et Libération:

Grégory Driot, indiqué ci-dessus, a souscrit l'ensemble des:

- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe A,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe B,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe C,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe D,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe E,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe F,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe G
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe H,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe I,
- Mille deux cent cinquante (1.250) Parts sociales de classe J,

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société, ce dont il a été donné preuve au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais de constitution à la charge de la Société s'élève à environ deux mille deux cents euros (EUR 2.200).

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique, représentant la totalité du capital souscrit, adopte les résolutions suivantes:

1. Monsieur Grégory DRIOT, consultant, né à Neuilly-sur-Seine, France, le 29 juin 1975, demeurant au 20 Chemin du Milieu, 1245 Collonge-Bellerive, Suisse, est nommé gérant et président pour une durée indéterminée.
2. Monsieur Martin RUTLEDGE, expert-comptable, né le 29 juin 1950 à Antrim (Grande-Bretagne), demeurant professionnellement à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, est nommé gérant pour une durée indéterminée.
3. Monsieur Antonio QUARATINO, employé privé, né à Caserta (Italie) le 17 février 1982, demeurant professionnellement au 26 boulevard Royal L-2449 Luxembourg, est nommé gérant pour une durée indéterminée.

4. Le siège social de la société est situé au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais et le parle, déclare en vertu des présentes qu'à la demande de la personne désignée en tête des présentes, le présent acte est rédigé en anglais et traduit en français. A la demande de ladite personne, en cas de divergence entre l'anglais et le français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi, le présent acte notarié est dressé à Senningerberg, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture du document au comparant, dont le prénom, le nom, l'état civil et l'adresse sont connus du notaire, ladite personne et le notaire ont signé le présent acte original.

Signé: Sophie Mathot, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 3 février 2015. 1LAC / 2015 / 3328. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015025707/783.

(150030094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

BlackRock Europe Property Fund IV S.à.r.l. SICAV-SIF, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.502.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of January.

Before the undersigned notary Maître Marc Loesch, residing in Mondorfles-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

BlackRock UK 3 LLP, a limited liability partnership incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 12 Throgmorton Avenue, London EC2N 2DL, and registered with the Companies House of England and Wales under number OC37108,

represented by Mariama Sene, lawyer, professionally domiciled in Luxembourg,

by virtue of a power of attorney under private seal given on December 17, 2014, that will be initialled as "ne varietur" by the person appearing and the notary, attached to the present deed and simultaneously filed with the registration authority.

The appearing person has mandated the notary with the preparation of the following articles of association ("Articles of Association") of a private limited company (société à responsabilité limitée) qualifying as Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF) with variable capital (SICAV) pursuant to the Act on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended and which the persons appearing declaredly wish to establish:

Art. 1. Name. Between the undersigned and all persons that may become shareholders there exists a company in the legal form of a private limited company under the name of "BlackRock Europe Property Fund IV S.à r.l. SICAV-SIF" (the "Fund") qualifying as an "investment company with variable capital - specialised investment fund".

All terms not defined in these Articles of Association shall have the meaning given to such terms in the PPM (as defined below).

Art. 2. Duration. The Fund is established for a limited duration.

The Fund will terminate five years after the end of the Investment Period (as defined below) or at such time as all investments have been realised and the proceeds thereof have been distributed (whichever is earlier).

The board of directors (the "Board") may, with the consent of the Investor Advisory Committee, extend the term of the Fund for up to two consecutive one-year periods from the fifth anniversary of the end of the Investment Period. In addition, the Board may, upon recommendation of the Manager, extend the term of the Fund for up to two additional years in order to effect an orderly dissolution and winding up of the Fund.

Art. 3. Corporate Object. The Fund's exclusive object is to carry out the business of a specialised investment fund pursuant to the Law on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended ("2007 Law") and to achieve the investment strategy laid down in the confidential private placement memorandum (the "PPM").

Within the framework of the 2007 Law, the Fund may take all measures and carry out all business activities it deems helpful to fulfil and to promote its company purpose.

Art. 4. Registered Office. The Fund's registered office is in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the Board. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital. The capital of the Fund, expressed in Euro, shall be represented by fully paid-up shares (the “Shares”) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund pursuant to Articles 27 and 28 hereof. The minimum capital shall be as provided by the 2007 Law i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). The minimum capital of the Fund must be achieved within 12 months after the date on which the Fund has been authorised under the 2007 Law.

Art. 6. Issue of Shares. The Board is entitled, within the limits set out in these Articles, to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time and at such value as shall be determined in the PPM, without being required to grant existing shareholders a preferential right of subscription.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Board may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periods as determined by the Board and in accordance with the PPM.

The Board is authorised to issue different classes of Shares (each a “Share Class”) which may differ, inter alia, as regards the fee structure, distribution policy, hedging strategies, minimum investment capital, shareholders’ qualifications, payment structures or other specific features and that can be denominated in different currencies, as may be determined by the Board and laid down in the PPM from time to time. The Board may decide if and when Shares of such Share Classes are to be offered for subscription, as well as the conditions of such issuance.

Shares will be issued after the acceptance of the subscription and subject to payment of the issue price, pursuant to Articles 7 and 8 hereof. Upon acceptance of the subscription and receipt of the issue price, the shareholder will receive a confirmation of its shareholding, within a period customary in financial affairs.

Fractions of Shares may be issued. In the event that a shareholder becomes entitled to a shareholding, such shareholding shall be registered in the share register with up to four (4) decimals. Fractional Shares do not grant any voting rights: however, the shareholder is entitled to distributions pro rata to its shareholding.

The proceeds from the issuance of Shares will be invested in securities and/or other permitted assets pursuant to Article 3 hereof.

The shareholders of all issued Shares will be listed in the share register that is kept by the Fund or by one or more entities to whom the Board has delegated such task. The share register shall contain the names of all shareholders, their address as well as the number of Shares held in the Fund and in each Share Class, if applicable. Ownership of a Share is evidenced prima facie by the registration of the holder of such Share in the share register.

Every shareholder registered in the share register must provide the Fund with an address for the reception of notifications and announcements by the Fund. This address will be listed in the share register. A shareholder may at all times change its registered address by written notice sent to the Fund’s registered office or such other address as may be indicated by the Fund from time to time.

Subject to the consent of the shareholders and if permitted by the PPM and permitted by law, notifications and announcements by the Fund can be sent electronically to the shareholders.

The registration of a person as a shareholder of the Fund in the share register is subject to the shareholder’s qualification as an Eligible Investor as defined in Article 10. For that purpose, the Fund may request evidence that the acquirer qualifies as an Eligible Investor within the meaning of the 2007 Law. If need be, the Fund may request additional documents it deems necessary for the registration in the share register.

Art. 7. Subscription of Shares / Capital Commitments. The Board or duly authorised persons may - at their sole discretion - accept or reject subscriptions and payments for new Shares as well as issue new Shares to Eligible Investors (as defined below).

Subscriptions may be made in the form of capital commitments (“Commitments”) and will become due and payable either immediately in full or in several instalments upon receipt of drawdown notices, as further provided in the following Article 8.

The Board may allow assets to be contributed in kind, to the extent permitted by Luxembourg law (in particular with respect to the requirement of a special audit report from the auditors of the Fund, confirming the value of any assets contributed in kind) and the PPM, and provided that such assets are consistent with the investment strategy of the Fund. The costs of such contribution in kind shall be borne by the contributing shareholder.

Unless otherwise determined in the PPM, whenever the Fund offers Shares for subscription, the price of the offered Shares shall be based on the issue price per Share of the relevant Share Class, if applicable, as determined in the PPM.

The Board may, in its sole discretion, accept Commitments, or additional Commitments from existing Class A Shareholders, after the date on which Commitments are first accepted from Class A Shareholders (the “Initial Closing Date”) until the date which is 18 months from the Initial Closing Date or such later date as may be agreed by the Investor

Advisory Committee (the “Final Closing Date”). If Class A Shareholders (a “Subsequent Shareholder”) are admitted to the Fund, or increase their Commitment, on a date after the Initial Closing Date (a “Subsequent Closing Date”), the following provisions shall apply in respect of the first drawdown following such Subsequent Closing Date:

(i) drawdowns will be of such amounts and in such proportions so as to ensure that following the application of paragraph (iii) and this paragraph (i), the aggregate amount drawn down from each Class A Shareholder (other than for the purposes of paying the Additional Amounts (as defined below) and that portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments is in proportion to the Class A Shareholders’ respective Commitments as at the date of such drawdown;

(ii) each Subsequent Shareholder shall pay to the Fund an additional amount equal to interest at a rate equal to 9 per cent per annum on amounts drawn down from the Subsequent Shareholder (other than for the purpose of paying the Base Fee calculated by reference to Total Commitments) from the date that such amounts would have been drawn down from it had such Subsequent Shareholder been admitted on or held its increased Commitment on the Initial Closing Date to the date of actual draw down, calculated on a daily basis and compounding annually on the anniversary of the due date of the prior draw down (the “Additional Amount”);

(iii) out of the amounts drawn down pursuant to paragraph (i) above, each Class A Shareholder from whom prior drawdowns had been made shall be allocated and paid such amount equal to the excess of: (a) the amount drawn down from such Class A Shareholder and not previously returned (excluding Additional Amounts and that portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments); and (b) the amount which would have been drawn down from such Class A Shareholder (excluding that portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments) had all Subsequent Shareholders been admitted to the Fund or made their increased Commitment on the Initial Closing Date. Any amounts so returned to a Class A Shareholder shall be treated as having never been drawn down (and accordingly such Class A Shareholder’s undrawn Commitment shall be increased by such amount);

(iv) any Additional Amount shall be distributed to Class A Shareholders other than the Subsequent Shareholder, pro rata to the relative amounts drawn down from them prior to the relevant Subsequent Closing Date. Additional Amounts are paid in addition to the Commitment of a Class A Shareholder and the Class A Shareholder will not receive any Class A Shares in respect of such amounts; and

(v) the portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments paid by a Subsequent Shareholder shall be paid in the amount that would have been paid to date if such Subsequent Shareholder had been admitted to the Fund or made its increased Commitment on the Initial Closing Date.

With respect to any rebalancing of Class A Shares to be effected on a Subsequent Closing Date, the Board shall, having regard to the best interests of the Class A Shareholders as a whole, be entitled to effect such rebalancing by:

- (a) transferring Class A Shares between the Class A Shareholders;
- (b) issuing new Class A Shares; and
- (c) redeeming and reissuing Class A Shares.

Art. 8. Drawdowns. If subscriptions are made in the form of Commitments, such shareholder’s Commitments will become due and payable in one or several instalments by subscription of the relevant number of fully paid-up Shares pursuant to a drawdown (the “Drawdown”). For each Drawdown, the Fund or other authorised person will send a drawdown notice to the shareholder with the request to arrange for payment of the respective amount via bank transfer. Pursuant to the payment of the relevant amount in accordance with the PPM, the corresponding number of Shares will be issued to the respective shareholder.

When Commitments are called in several instalments, except in relation to Drawdowns made following a Subsequent Closing Date as described in Article 7, each Drawdown will be made on a pro rata basis with respect to the Commitments made by each shareholder, unless otherwise provided in the PPM. Unless otherwise determined, each Drawdown, shall amount to a percentage of the relevant shareholder’s total Commitment, determined by the Board in its sole discretion.

The offering period (and any possible extension(s) thereof), as well as the issue price of Shares shall be defined in the PPM.

The Fund’s investment period (the “Investment Period”) will commence on the Initial Closing Date. The Investment Period will end on the earlier of (i) the date that is three and a half years after the Initial Closing Date; (ii) such date as the Portfolio Manager may determine (in its sole discretion) and notify to Class A Shareholders provided that not less than 80% of Total Commitments have been invested, called for investment or committed or reserved for investment or for reasonably anticipated fees, costs, expenses (or other liquidity reserves; and (iii) unless otherwise approved by Ordinary Resolution, 12 months after the commencement of a Suspension Period which has not been lifted.

If at the end of the Investment Period, Class A Shareholders have undrawn Commitments, such undrawn Commitments may thereafter be drawn down only to: (i) pay amounts owing or which may be due under any existing indebtedness; (ii) pay the Fund’s fees, costs and expenses (including, without limitation, the Base Fee) and indemnification obligations; (iii) make Follow-On Investments in, or related to, existing Investments; and/or (iv) complete Investments with respect to which the Fund or any BlackRock entity has, prior to the end of the Investment Period, entered into a binding commitment, letter of intent, or other similar agreement, or to discharge any obligations, whether contractual or otherwise, entered into in respect of Investments prior to the end of the Investment Period.

Art. 9. Defaulting Investor. Subject to any specific provision in the PPM, a Class A Shareholder who fails, as a result of a default of one or more of its own investors (the “Defaulting Ultimate Investor”), to comply with a drawdown notice by the date of its expiry (a “Defaulting Shareholder”) may be requested to pay interest on the amount it failed to pay in such amount as determined in the PPM.

In addition, the Defaulting Shareholder will also be liable for (i) any additional amount sufficient to reimburse the Manager, the Portfolio Manager and/or the Fund with respect to any other fees, costs and expenses (including in respect of borrowings) or Tax incurred by the Manager, the Portfolio Manager and/or the Fund as a result of the Class A Shareholder’s failure to pay the full amount due and (ii) any additional penalties as set forth in the PPM.

In addition, the Portfolio Manager may, subject to the conditions set forth in the PPM, exercise one or more of the following rights and remedies against the Defaulting Shareholders:

(i) cause all or part of the undrawn Commitments attributable to the Defaulting Ultimate Investor (the “Attributable Commitments”) to be forfeited and all or part of the Class A Shares attributable to the Defaulting Ultimate Investor (the “Attributable Shares”) to be redeemed on liquidation of the Fund, at such price and terms determined in accordance with the PPM; and

(ii) sell, under the conditions set forth in the PPM, all or part of the Attributable Shares together with all or part of the Attributable Commitments.

Such measures must comply with Luxembourg legislation but do not exclude other legal remedies provided by Luxembourg law so that the Fund may - in consideration of the interests of the other shareholders - also enact legal remedies against a Defaulting Investor.

Further details with respect to this Article 9 of the Articles of Association are provided in the PPM.

Art. 10. Restrictions on shareholders. Shares shall be issued only to well-informed investors within the meaning of Article 2 of the 2007 Law (each an “Eligible Investor”), upon verification of such status and upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Articles 7 and 8 hereof. Every shareholder must provide the Fund with the confirmation or, as the case may be, evidence of its status of Eligible Investor.

The conditions set forth above shall not apply to the directors and other persons who are involved in the management of specialised investment funds and hence are not applicable to the Directors.

In addition to the above, the Board shall have power (but not the obligation) to refuse to issue or register any transfer of Shares, or to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it, in its discretion, may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate entity, determined in the sole discretion of the Board as being not entitled to subscribe for or hold Shares,

(i) if in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Fund,

(ii) if as a result thereof the Fund would breach any applicable material law, regulation or interpretation, Luxembourg or foreign,

(iii) if as a result thereof the Fund or any shareholder may become exposed to disadvantages of a tax, legal, economic or financial nature that it would not have otherwise incurred, or

(iv) if such person would not comply with the eligibility criteria of the Shares, and notably if such person is a U.S. Person and not a “qualified purchaser” within the meaning of Section 2(a)(51) of the U.S. Investment Company Act (each individually, a “Prohibited Person”).

More specifically, the Fund may restrict or prevent the ownership of Shares by any person, firm or corporate body. For such purposes, the Fund may:

(a) decline to issue any Share, and decline to register any transfer, where it appears to it that such issue or transfer would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person,

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not the beneficial ownership of Shares rests in Prohibited Person,

(c) request the shareholder to dispose of its Shares pursuant to the transfer provisions contained herein and in the PPM and to provide evidence of the disposal vis-à-vis the Fund within thirty (30) days of such request if in the Board’s assessment a Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares. Should the respective shareholder fail to comply with this request in due time, the Board may - in its sole discretion - treat such shareholder as a Defaulting Investor.

(d) where it appears to the Fund that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

(i) the Fund shall serve a notice (hereinafter referred to as the “Redemption Notice”) upon the shareholder holding such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known or appearing in the

register of shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the Share certificate or certificates (if issued) relating to the Shares specified in the Redemption Notice;

(ii) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be determined in accordance with Article 26 hereof (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

(iii) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner of such Shares and will be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person upon verifications in accordance with the relevant laws and regulations. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such Shares or any of them, or any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest) from such bank as aforesaid;

(iv) the exercise by the Fund of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith; and

(v) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund.

Art. 11. Rights and duties attached to the Shares. Each Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Fund and to one vote at shareholder general meetings, except as may be determined in the PPM.

If the Fund is composed of a single shareholder, that shareholder exercises all those powers granted to all shareholders by the law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and these Articles.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of these Articles and of any decision made by resolution of the shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event request that a seal be affixed to the assets and documents of the Fund or an inventory of assets be ordered by court. They must, for the exercise of their rights, refer to the Fund's inventories and resolutions.

Art. 12. Indivisibility of Shares. Co-owners of Shares must be represented by a common attorney-in-fact, whether or not jointly appointed.

Art. 13. Transfer of Shares. Where the Fund is composed of a single shareholder, that single shareholder may freely transfer the Shares owned, subject to the restrictions in these Articles.

Where the Fund is composed of more than one shareholder, no shareholder may transfer, or otherwise dispose of any of its Shares without the consent of the Board and each of the other shareholders.

Transfer of Shares may only be made by any existing shareholder to Eligible Investors.

Art. 14. Incapacity, bankruptcy or insolvency of shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a shareholder will not cause the Fund to go into liquidation.

Art. 15. Director. The Fund is managed and administered by a Board composed of at least four (4) directors who do not have to be shareholders (each a "Director").

Each Director is appointed annually by the single shareholder owning the entire issued Share capital or by a resolution of the shareholders. Shareholders may elect to remove, replace or appoint additional Directors to the Board from time to time. Each Director shall be subject to re-appointment on an annual basis, such re-appointment together with the appointment of any new or additional Directors and any decision not to replace a Director who does not wish to be re-appointed, has resigned or has been removed (provided there are sufficient numbers of Directors remaining to comply with the requirements of this Article with respect to composition of the Board) shall require the approval of the single shareholder owning the entire issued Share capital or by a resolution of the shareholders.

Any Director may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder holding the entire issued share capital, or by a resolution of the shareholders. Any Director may resign at any time on providing advance notice to the Fund.

The single shareholder holding the entire issued share capital or a resolution of the shareholders shall decide upon the compensation of each Director.

The Board shall appoint, from among its members, a chairman. The Board shall choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping board meeting minutes and other Fund records.

The Board may also appoint officers of the Fund considered necessary for the operation and management of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Fund. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the Board.

Art. 16. Meetings of the Board. Meetings of the Board shall be held at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any Board meeting shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived with the consent of each Director in writing, by facsimile or e-mail.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, by facsimile or e-mail, another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing, by facsimile or e-mail. Meetings of the Board may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication, in which case the Directors participating by such means shall be deemed to be present in Luxembourg.

The Board shall act validly only if at least three directors are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority vote of the Directors present or represented. The chairman of the Board shall have a casting vote.

The minutes of any meeting of the Board will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of written resolutions or minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by any two Directors.

Resolutions may also be passed in the form of a written consent resolution. This may be signed jointly or by the use of counterpart signatures by all the directors.

Art. 17. Powers of representation. In dealing with third parties, any two Directors shall have the power to act jointly in the name of the Fund in all circumstances and to carry out and authorise all acts and operations. The Fund is bound in all circumstances by the signature of two Directors. Notwithstanding the foregoing, any one Director shall have the power to act alone in the name of the Fund in all circumstances, to carry out and authorize all acts and operations, and to bind the Fund in all circumstances by only such Director's signature, if so authorised by the Board.

Art. 18. Death, incapacity, bankruptcy or insolvency of a Director. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a Director will not cause the Fund to go into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a Director may in no event have seals affixed to the assets and documents of the Fund.

Art. 19. Liability of Director. A Director will not incur any personal liability arising out of the functions performed on behalf of the Fund. He is only liable for the performance of his mandate.

Art. 20. Conflicts of interest and indemnity. No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a Director, officer or employee of the Fund has a personal interest in, or is a shareholder, director, director, officer or employee of such other company or firm. Any person related, as described above, to any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director has or may have any vested interest or personal interest in any transaction of the Fund, such Director shall make known such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such interest of the Director therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The above paragraph of this Article does not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Fund.

The term "vested interest" as used herein does not comprise every interest merely resulting from the fact that the transaction relates to BlackRock (or a company directly or indirectly associated with BlackRock respectively) or another company as determined by the Fund.

None of the members of the Investor Advisory Committee (acting solely in their capacity as such), any Ultimate Investors who have appointed a member of the Investor Advisory Committee (solely in relation to the appointment and conduct of the relevant Investor Advisory Committee member), the Board, the Manager, the Portfolio Manager, the members of the Investment Committee, BlackRock or any of their respective partners, officers, members, shareholders, directors, employees, agents or affiliates or board member of any Holding Company or Property Company (each an "Indemnified Person") will be liable to the Fund or any of the shareholders or Ultimate Investors for any act or omission performed or omitted by any such Indemnified Person and the Fund shall indemnify such Indemnified Persons on an after-Tax basis for any loss or damage incurred by any of them, except where such liability or claim is the result of: (i) in the case of an Indemnified Person other than members of the Investor Advisory Committee, or any Ultimate Investor who has appointed a member of the Investor Advisory Committee, (a) gross negligence, (b) wilful misfeasance, (c) bad faith, (d) fraud or (e) a knowing breach of the terms of the Fund Documents, which in each case results in the Fund and/or the shareholders suffering material financial disadvantage; and (ii) in the case of members of the Investor Advisory Committee, or any Ultimate Investor who has appointed a member of the Investor Advisory Committee, bad faith as determined by the final judgment of a court.

Art. 21. Appointment, powers and removal of the Manager. The Board may appoint an external alternative investment fund manager ("Manager") within the meaning of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

The Manager of the Fund shall be responsible for the portfolio and risk management of the Fund in accordance with the PPM and subject to ultimate oversight of the Board. The Manager may be allowed to delegate portfolio management to one or more portfolio managers in accordance with the PPM.

The Board may remove the Manager at any time where it considers it to be in the best interest of the shareholders, and in accordance with the conditions set forth in the PPM.

The Board shall also remove the Manager if requested to do so by a decision of shareholders in respect of all the Shares held by them with the majority required under the PPM, and subject to any additional condition set forth in the PPM.

Art. 22. Voting Rights. Each Share will grant one vote, independent from the Net Asset Value of such Share but subject to limitations, if any, pursuant to applicable law, the Articles of Association and the PPM.

Each shareholder may be represented by another shareholder or another person at any meeting of shareholders by virtue of a written proxy (including facsimile). Such proxy holder does not need to be a shareholder and may be a Director or a representative thereof.

Each shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the meeting of the shareholders are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

In cases where votes are related to (an) individual Share Class(es), only the shareholders of such relevant Share Class(es) will be entitled to vote.

The Board may determine further conditions to be fulfilled by the shareholders in order to be admitted to a meeting of the shareholders.

Art. 23. General meetings of shareholders. When the Fund is composed of one single shareholder, that shareholder exercises the powers granted by the 1915 Law to shareholders at a general meeting. Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to this situation.

When the Fund is composed of several shareholders, shareholders' decisions are taken in a general meeting or by written resolution, the text of which will be sent by the Board to the shareholders by simple letter or by e-mail for a first consultation, and sent by registered letter for a second consultation. In the latter case, shareholders are under the obligation to cast their written vote and send it by registered letter to the Fund within 15 days of receiving the text of the resolution to be decided upon.

When the Fund is composed of several shareholders, unless otherwise specified in these Articles or in the 1915 Law, shareholder decisions are only validly taken if they are adopted by shareholders representing more than half (50%) of the corporate capital. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes cast validly, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend these Articles and to liquidate the Fund may only be taken by a majority of shareholders representing three quarters (75%) of the Fund's corporate capital.

In line with Luxembourg law, the annual general meeting of shareholders will be held at the Fund's registered office in Luxembourg or any other place in the municipality of Luxembourg-city as may be indicated in the convening notice, at midday on the last day on which banks in Luxembourg are open for business in June of each year or, if such day is a public holiday, on the last preceding Luxembourg bank business day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad should extraordinary circumstances so require in the sole discretion of the Board.

Other shareholders' meetings of the Fund may be held at such place and date as stated in the respective convening notice.

Art. 24. Decisions. The decisions of the single shareholder or of the shareholders will be documented in writing, recorded in a register and kept at the registered office of the Fund. Shareholder votes and any powers of attorney will be attached to the minutes of the meeting, if applicable.

Art. 25. Determination of investment policies. The Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the investment policies and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restriction set forth in the PPM and in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 26. Redemption. The Fund is a closed-ended specialised investment fund. Consequently, Shares in the Fund shall not be redeemable at the request of a shareholder unless specified otherwise in the PPM.

Shares may be called by the Fund for redemption:

- (a) in the circumstances listed under Articles 7 and 10 of the Articles of Association;
- (b) if such shareholder has materially breached any provision of these Articles or the PPM; or

(c) in such other circumstances as set forth in the PPM or as the Fund may determine where continued ownership would be materially prejudicial to the interests of the Fund or its shareholders.

Shares which are to be redeemed by the Fund may be redeemed by the Fund upon the Fund giving to the registered holder of such Shares not less than 30 days' notice in writing of the intention to redeem such Shares specifying the date of such redemption, which must be any day (other than a Saturday or Sunday) when banks are open in Luxembourg, London and New York (a "Business Day").

The amount payable on such redemption of Shares shall be the Net Asset Value of the Shares on the most recent Valuation Date. Costs associated with the redemption may, if the Fund so decides, be charged to the shareholder whose Shares are redeemed and such costs may be deducted from the redemption proceeds payable to the shareholder in circumstances where the Fund has exercised its power to redeem Shares pursuant to paragraph (a) or (b) of this Article 26.

Any Shares in respect of which a notice of redemption has been given shall not be entitled to participate in the profits of the Fund in respect of the period after the date of redemption.

No Shares of a relevant Share Class may be converted into Shares of another Share Class upon request of a shareholder, but the Board may be entitled to proceed to such conversions under the conditions set forth in the PPM.

Art. 27. Valuation and Deposit of assets.

27.1 Calculation method

The net asset value per Share of a relevant Share Class shall be expressed in Euro and shall be determined as of each Valuation Date by dividing (i) the net assets of the Fund (composed of the Fund's net assets attributable to the respective Share Class less the liabilities attributable to the respective Share Class), by (ii) the number of outstanding Shares of the respective Share Class, in accordance with the valuation rules set forth below, provided that the assets shall be determined in accordance with the rules set forth below (the "Net Asset Value").

The Net Asset Value per Share of a relevant Share Class is quoted with up to four (4) decimal places as one amount per Share in the reference currency. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in relation to a substantial part of the real estate of the Fund, the Fund may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation with prudence and in good faith.

27.2 Determination of assets and liabilities Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, the assets and liabilities of the Fund for these purposes shall be determined in the following manner:

For the purpose of the valuation of real estate, the Board, or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law, shall appoint an Independent Valuer. The Board or the Manager may select different Independent Valuers for each local market as circumstances warrant.

27.2.1 The assets of the Fund shall include:

- a) real estate;
- b) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- c) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- d) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Manager may make adjustments in a manner with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading exdividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) stock dividends, cash dividends and cash payments receivable (including drawn but unpaid capital) by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- f) all income accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- g) the formation expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off; and
- h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, the value of such assets shall be determined as follows:

Subject as prescribed below, (i) real estate registered in the name of the Fund or any of its subsidiaries, and (ii) (if any) direct or indirect shareholdings of the Fund in real estate companies mentioned below in which the Fund shall hold an interest in the outstanding voting stock (assets described under (i) and (ii) above together referred to as "Real Estate") will be valued by the Board (or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law) or the Independent Valuers, as the case may be, as at each Valuation Date. The Fund's Real Estate will be valued by the Independent Valuers on the basis of a full valuation with physical inspection at least annually, except for Investments acquired less than six (6) months prior to financial year-end, in which case the Board (or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning

of the AIFM Law) may choose to adopt an internal valuation. Internal valuations will be undertaken by the Board (or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law) at the end of each quarter other than the quarter on which Independent Valuers conduct their valuation. In addition, prior to making or disposing of any Investment, the Portfolio Manager will obtain, when practicable, an independent valuation of such investment from an Independent Valuer. Where it is not practicable to obtain such valuation prior to making or disposing of an Investment, such a valuation shall be obtained as soon as possible thereafter. The Portfolio Manager will be required to justify the reasons for any acquisition price materially higher, or disposal materially lower, than such valuations, in the Fund's next annual report.

The securities of real estate companies which are listed on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market will be valued on the basis of the average of the last available 10 Business Days publicised stock exchange or market value. A Regulated Market is a market which is regulated and supervised by state approved bodies, is held on a regular basis and is directly or indirectly accessible to the public ("Regulated Market").

Subject as specified below, the securities of real estate companies which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another Regulated Market will be valued on the basis of the probable net realisation value (taking into account any deferred Taxation) estimated with prudence and in good faith by the Manager using the value of real estate as determined in accordance with (a) above and as prescribed below.

The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including VAT receivables), prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

All other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board or the Manager or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Manager. Money market instruments held by the Fund with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

The value of all assets and liabilities not expressed in Euro will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Manager.

The Manager may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

27.2.2:

Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, and subject to Article 27.2.3, the liabilities of the Fund shall include:

- a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory fees, custodian fees, and domiciliary and corporate agents' fees);
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or in respect of property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund, where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund, provided, for the avoidance of doubt, that such provision shall include any deferred taxation calculated as if the relevant real estate had been directly or indirectly realised on the relevant Valuation Date in a manner determined from time to time in the discretion of the Board; and
- f) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and IFRS. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

27.2.3 For the purpose of this Article 27:

(i) Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the date the relevant amount is paid pursuant to a Drawdown and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

(ii) All Investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and

(iii) Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, where on any Valuation Date the Fund has contracted to:

a) purchase unconditionally any asset, the value of the consideration to be paid and any costs associated with such asset on the relevant Valuation Date shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired less any costs associated with the asset on the relevant Valuation Date shall be shown as an asset of the Fund; or

b) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund shall not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Manager in good faith.

27.2.4 For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 27 (including, in particular, Article 27.2.3 hereof) are rules for determining the Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or any Shares issued by the Fund.

27.2.5 Subject to any decision of the Board to the contrary, every decision of the Manager with regard to the determination of the Net Asset Value (and for the avoidance of doubt, the Manager may amend, in its sole discretion, any decisions made by service providers appointed by the Board or the Manager) will be final and binding on the Fund as well as for all current, former and future shareholders, provided that there is no violation of the principle of good faith, no gross negligence or no obvious error at hand.

27.3 Appointment of Depositary

The Fund and the Manager shall appoint a depositary in relation to the supervision, deposit and safekeeping of the assets of the Fund in accordance with the 2007 Law and the AIFM Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that are subject to effective prudential regulation and supervision as well as external periodic audit, the depositary can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in the AIFM Law are met and subject to the terms of the depositary agreement between the Fund, the Manager and the depositary.

Art. 28. Frequency and temporary suspension of calculation of Net Asset Value.

28.1 Frequency of calculation

The Net Asset Value per Share of a respective Share Class shall be calculated by the Central Administration Agent based on the Net Asset Value as at the Valuation Date. Where the Net Asset Value is calculated at the initiative of the shareholder, the costs related to such additional calculation of Net Asset Value will be borne by such shareholder.

28.2 Temporary suspension

The Board may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue of Shares:

a) during any period when one or more exchanges which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund are closed or if dealings therein are restricted or suspended or where trading is restricted or suspended;

b) during any period when, as a result of the political, economic, military, terrorist or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets of the Fund is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of shareholders or if, in the opinion of the Board, a fair price cannot be determined for the assets of the Fund;

c) in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing any asset of the Fund which is material or if for any reason the value of any asset of the Fund which is material in relation to the Net Asset Value (as to which the Board shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required;

d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable, or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the assets of the Fund cannot be effected at the normal rates of exchange;

e) when the value of a substantial part of the assets of any consolidated subsidiary of the Fund may not be determined accurately;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of considering a resolution to wind up the Fund; or

g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately determined.

The Board shall give notice of any such suspension to the shareholders.

Art. 29. Issue Price. Shares will be issued at a fixed price of 10 Euro (the "Issue Price").

After the Initial Closing Date, shareholders shall pay for the subscription of new Shares, the Issue Price plus any charges or fees as may be decided by the Board from time to time and described in Article 7 of these Articles of Association.

Art. 30. Auditor. The shareholders' meeting of the Fund will appoint an auditor ("réviseur d'entreprise agréé") who will perform such duties vis-à-vis the Fund as described in Article 55 of the 2007 Law.

Art. 31. Financial year. The financial year of the Fund shall begin on 1 January of each year and end on 31 December provided that, (i) the first financial year of the Fund shall commence on the date of incorporation of the Fund and end on 31 December 2015; and (ii) the last financial year of the Fund will end on the date on which the winding up of the Fund is completed.

The accounts of the Fund shall be expressed in Euro. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors report and the notice of the annual general meeting will be sent and/or published and made available in accordance with applicable law.

Art. 32. Balance-sheet. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board will produce an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the 1915 Law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to each of the shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may consult the financial documents at the registered office of the Fund.

Art. 33. Distribution of income. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board, subject to any interim distributions having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

Interim distributions may, at the discretion of the Board and in accordance with the PPM, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares out of the income of assets upon decision of the Board.

Distributions may include an allocation from a dividend equalisation account which, in such event, will be credited upon issue of Shares to such dividend equalisation account and upon redemption of Shares, the amount attributable to such Share will be debited to an accrued income account.

The distributions declared, if any, will normally be paid in Euro, in the currency of the relevant Share Class or in such other currencies as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

Distributions may be made in kind to the extent permitted in the PPM.

If and to the extent set forth in the PPM, distributions made to shareholders may be subject to a clawback obligation, allowing the Board to call back the respectively distributed assets.

Any distributions to shareholders that were declared by the Fund but for any reasons cannot be paid, may not be claimed after five (5) years and will then be attributed to the respective Share Class or to the Fund. No interest will be paid on distributions declared by the Fund.

Distributions may not be made if pursuant to such distribution the Fund's minimum capital would fall below the statutory minimum capital.

Art. 34. Dissolution and liquidation. The decision to dissolve the Fund may be validly adopted only with the consent of a majority of shareholders representing three quarters (75%) of the Fund's corporate capital.

Upon dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by the Manager or by one or several other liquidators (who may be physical persons or legal entities) (together with the Manager the "Liquidators") named by the meeting of shareholders resolving to commence such dissolution and which shall determine their powers and their fees. The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares relating in proportion of their holding of Shares, and subject to the specificities of each Share Class, as set forth in the PPM.

Moneys available for distribution to shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the 2007 Law.

If at any time the capital of the Fund falls below two thirds of the minimum capital required by Luxembourg law, the Board must submit the question of dissolution of the Fund to a general meeting of shareholders acting, without quorum requirements, by a simple majority decision of the Shares present or represented at such meeting.

Art. 35. General. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with applicable law.

Transitional provisions

The Fund's first financial year shall begin on the date of the Fund's incorporation and shall end on 31 December 2015.

Subscription and payment

The Shares to be issued have been subscribed and paid-in in cash by BlackRock UK 3 LLP, aforementioned, which has paid-in twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) and subscribed for one thousand two hundred and fifty (1,250) Share(s).

All the Shares have been entirely paid-in in cash, so that twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Fund, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be two thousand five hundred Euro (EUR 2,500).

Resolutions of the sole shareholder

BlackRock UK 3 LLP, aforementioned, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The number of members of the board of directors is fixed at four (4).
 2. The following persons are appointed managers of the Fund with immediate effect and for an unlimited period of time:
 - a. Mrs Joanne Fitzgerald, born on 11 March 1979 in Waterford, Ireland, with professional address at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Luxembourg
 - b. Mrs Audrey Jane Lewis, born on 28 August 1968 in Glasgow, United Kingdom, with professional address at 25, rue du Schlammeestee, L5770 Weiler la Tour, Luxembourg;
 - c. Mr Hugo Johannes Leopold Neuman, born on 21 October 1960 in Amsterdam, the Netherlands, with professional address at 16, rue J.B. Fresez, L-1542 Luxembourg, Luxembourg; and
 - d. Mr Arnold Louis Spruit, born on 13 October 1971 in London, United Kingdom, with professional address at 15a, rue Langheck, L-5410 Beyren, Luxembourg.
 3. The following entity is appointed as approved auditor of the Fund with immediate effect and for an unlimited period of time, but may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 65.477, 2, rue Gerhard Mercator, L- 2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
 4. The address of the Fund's registered office is set at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Signé: M. Sene, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 15 janvier 2015. GAC/2015/506. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025724/650.

(150029815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Frozen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.588.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Frozen Holding S.A.", a Luxembourg "société anonyme", having its registered office at 10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136588 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by Maître Jean-Joseph Wagner, public notary residing in Sanem, Grand-duchy of Luxembourg, on 15 February 2008, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 732 dated 26 March 2008 and lastly amended by a notarial deed enacted by Maître Jean-Joseph Wagner, public notary residing in Sanem, Grand-duchy of Luxembourg, on 20 March 2008, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1013 of 24 April 2008.

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (the “Meeting”) is chaired by Régis Galiotto, notary’s clerk, residing in Luxembourg and appointed by the shareholders of the Company (the “Chairman”).

The Chairman appoints Solange Wolter, notary’s clerk, residing in Luxembourg as secretary of the Meeting (the “Secretary”), who is also appointed as scrutineer of the Meeting (the “Scrutineer”) by the shareholders of the Company (the “Shareholders”).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to hereafter as the bureau of the Meeting (the “Bureau”).

The Shareholders represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities, after having been signed by the representatives of the Shareholders and the members of the Bureau.

The proxies from the Shareholders represented at the present Meeting, being initialled “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. it appears from the attendance list established and certified by the members of the Bureau that the 6,077,126 (six million seventy-seven thousand one hundred and twenty six) class A shares of the Company and the 1,922,874 (one million nine hundred twenty-two thousand eight hundred seventy-four) class B shares of the Company, having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Shareholders state having been duly informed beforehand; and

II. the agenda of the meeting is the following:

“Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Amendment of the corporate object of the Company to read as follows:

“The corporation’s purpose is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the disposal (whether by way of transfer, sale, exchange or otherwise) of equity or debt instruments of any kind whatsoever, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may borrow in any kind or form whatsoever, including by way of an issuance of debt instruments in any kind or form whatsoever and may guarantee or grant security interests to guarantee its own obligations. The corporation may further guarantee, grant security interests, grant loans, advances or facilities or otherwise assist, any companies in which it holds a direct or indirect participation and/or any other affiliated companies, which form part of the same group of companies as the corporation.

The corporation may acquire, hold, manage and dispose of any intellectual property rights of any kind, as well as other property (for instance real estate), rights and interest in property as the corporation shall deem fit, which directly or indirectly, favour or relate to its corporate purpose. The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

In general, the corporation may carry out any activities deemed useful or necessary for the accomplishment and the development of its corporate purpose, at the exclusion of any regulated activities of the financial sector.”;

3. Approval of the subsequent amendment of article 2 of the Company’s articles of association in order to reflect the new corporate object of the Company pursuant to the above resolutions; and

4. Miscellaneous.”

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Shareholders waive their right to the prior notice of the current Meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to carefully examine each document.

Second resolution:

It is unanimously resolved to amend the corporate object of the Company to read as follows:

“The corporation’s purpose is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the disposal (whether by way of transfer, sale, exchange or otherwise) of equity or debt instruments of any kind whatsoever, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may borrow in any kind or form whatsoever, including by way of an issuance of debt instruments in any kind or form whatsoever and may guarantee or grant security interests to guarantee its own obligations. The corporation may further guarantee, grant security interests, grant loans, advances or facilities or otherwise assist, any companies in which it holds a direct or indirect participation and/or any other affiliated companies, which form part of the same group of companies as the corporation.

The corporation may acquire, hold, manage and dispose of any intellectual property rights of any kind, as well as other property (for instance real estate), rights and interest in property as the corporation shall deem fit, which directly or indirectly, favour or relate to its corporate purpose. The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

In general, the corporation may carry out any activities deemed useful or necessary for the accomplishment and the development of its corporate purpose, at the exclusion of any regulated activities of the financial sector.”

Third resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, it is resolved to amend article 2 of the Company’s articles of association to read as follows:

“ **Art. 2.** The corporation’s purpose is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the disposal (whether by way of transfer, sale, exchange or otherwise) of equity or debt instruments of any kind whatsoever, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may borrow in any kind or form whatsoever, including by way of an issuance of debt instruments in any kind or form whatsoever and may guarantee or grant security interests to guarantee its own obligations. The corporation may further guarantee, grant security interests, grant loans, advances or facilities or otherwise assist, any companies in which it holds a direct or indirect participation and/or any other affiliated companies, which form part of the same group of companies as the corporation.

The corporation may acquire, hold, manage and dispose of any intellectual property rights of any kind, as well as other property (for instance real estate), rights and interest in property as the corporation shall deem fit, which directly or indirectly, favour or relate to its corporate purpose. The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

In general, the corporation may carry out any activities deemed useful or necessary for the accomplishment and the development of its corporate purpose, at the exclusion of any regulated activities of the financial sector.”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this Meeting, have been estimated at about one thousand four hundred Euros (1,400.- Euro).

There being no further business before the Meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le vingt-septième jour de novembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Frozen Holding S.A.», une société anonyme constituée sous la loi du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136588 (la «Société»), constituée suivant acte notarié par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-duché de Luxembourg, le 15 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 732 du 26 mars 2008 et dernièrement amendé suivant acte notarié par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-duché de Luxembourg, le 20 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1013 du 24 avril 2008.

L’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société (l’«Assemblée») est présidée par Régis Galiotto, clerk de notaire, résidant à Luxembourg nommé par les actionnaires de la Société (le «Président»).

Le Président nomme comme secrétaire Solange Wolter, clerc de notaire résidant à Luxembourg (le "Secrétaire"), qui est également nommée comme scrutateur de l'Assemblée (le «Scrutateur») par les actionnaires de la Société (les «Actionnaires»).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant désignés ci-après comme le bureau de l'Assemblée (le «Bureau») Les Actionnaires représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseigné sur une liste de présence, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement, après avoir été signée par les représentants des Actionnaires et les membres du Bureau.

Les procurations données par les Actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le Bureau ayant été dûment constitué, le Président déclare et demande au notaire d'enregistrer comme suit:

I.- il ressort de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que les 6.077.126 (six millions soixante-dix-sept mille cent vingt-six) actions de catégorie A de la Société et les 1.922.874 (un million neuf cent vingt-deux mille huit cent soixante-quatorze) actions de catégorie B de la Société, ayant une valeur nominale de 1 EUR (u Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de telle sorte que l'Assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont les Actionnaires ont été dûment informés par avance; et

II.- l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

«Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Modification de l'objet social de la Société afin qu'il se lise comme suit:

«L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation (que ce soit par voie de transfert, vente, échange ou de toute autre manière) de titres de capital ou d'instruments de dettes de toute nature que ce soit, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut emprunter sous toute nature ou forme que ce soit, y compris par le biais d'une émission d'instruments de dettes de toute nature ou forme que ce soit et peut garantir ou consentir des sûretés afin de garantir ses propres obligations. La société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts, des avances ou des facilités ou aider de toute autre manière, toutes sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte et / ou toutes autres sociétés affiliées, qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société peut acquérir, détenir, gérer et aliéner tous droits de propriété intellectuelle de toute nature, ainsi que d'autres biens (par exemple immobiliers), droits et intérêts sur un bien, que la société jugera appropriés, qui, directement ou indirectement, servent ou sont en rapport avec son objet social. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

De manière générale, la société peut réaliser toutes activités qu'elle jugera utiles ou nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet social, à l'exclusion de toutes activités réglementées du secteur financier.»

3. Approbation de la modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société afin de refléter le nouvel objet social de la Société conformément à la résolution ci-dessus; et

4. Divers.»

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Actionnaires, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que les Actionnaires renoncent à leur droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette Assemblée; les Actionnaires reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent avoir été valablement convoqués et acceptent en conséquence de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette Assemblée a été mise à la disposition des Actionnaires dans un laps de temps suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est unanimement décider de modifier l'objet social de la Société afin qu'il se lise comme suit:

«L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation (que ce soit par voie de transfert, vente, échange ou de toute autre manière) de titres de capital ou d'instruments de dettes de toute nature que ce soit, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut emprunter sous toute nature ou forme que ce soit, y compris par le biais d'une émission d'instruments de dettes de toute nature ou forme que ce soit et peut garantir ou consentir des sûretés afin de garantir ses propres obligations. La société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts, des avances ou des facilités ou

aider de toute autre manière, toutes sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte et / ou toutes autres sociétés affiliées, qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société peut acquérir, détenir, gérer et aliéner tous droits de propriété intellectuelle de toute nature, ainsi que d'autres biens (par exemple immobiliers), droits et intérêts sur un bien, que la société jugera appropriés, qui, directement ou indirectement, servent ou sont en rapport avec son objet social. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

De manière générale, la société peut réaliser toutes activités qu'elle jugera utiles ou nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet social, à l'exclusion de toutes activités réglementées du secteur financier.»

Troisième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, il est décidé de modifier l'article 2 des statuts de la Société (les «Statuts») qu'il soit lu comme suit:

« **Art. 2.** L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation (que ce soit par voie de transfert, vente, échange ou de toute autre manière) de titres de capital ou d'instruments de dettes de toute nature que ce soit, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut emprunter sous toute nature ou forme que ce soit, y compris par le biais d'une émission d'instruments de dettes de toute nature ou forme que ce soit et peut garantir ou consentir des sûretés afin de garantir ses propres obligations. La société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts, des avances ou des facilités ou aider de toute autre manière, toutes sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte et / ou toutes autres sociétés affiliées, qui font partie du même groupe de sociétés que la société.

La société peut acquérir, détenir, gérer et aliéner tous droits de propriété intellectuelle de toute nature, ainsi que d'autres biens (par exemple immobiliers), droits et intérêts sur un bien, que la société jugera appropriés, qui, directement ou indirectement, servent ou sont en rapport avec son objet social. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

De manière générale, la société peut réaliser toutes activités qu'elle jugera utiles ou nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet social, à l'exclusion de toutes activités réglementées du secteur financier.»

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cette Assemblée, ont été estimés à mille quatre cents Euros (1.400.- Euros).

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'Assemblée a été levée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, à la date indiquée en tête de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document aux membres du bureau, ils ont signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'Assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58218. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015025887/226.

(150029395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Noble Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 232.100.745,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.689.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of the month of January;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of “Noble Holding (Luxembourg) S.à r.l.”, a “société à responsabilité limitée” having its registered office at 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and company register under number B 148.689 (the “Company”), incorporated by a notarial deed enacted by Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on 29 September 2009, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2144, dated 3 November 2009 and lastly amended by a notarial deed enacted by the undersigned notary on 14 October 2014 and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3631, dated 29 November 2014.

The meeting is presided by Mrs. Monique GOERES, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

The chairperson appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

The chairperson requests the notary to act that:

I.- The sole shareholder of the Company, Noble Drilling Services 6 L.L.C., a limited liability company organised and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered address at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America (the “Sole Shareholder”) is duly represented by Mr. Christian DOSTERT, pre-named, by virtue of a proxy given under private seal dated 27 January 2015.

The above mentioned proxy, being initialled “ne varietur” by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

II.- That 46,420,149 (forty six million four hundred twenty thousand one hundred forty nine) shares of USD 5 (five United States Dollars) each, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states as having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of convening notice right;
2. Approval of the amendment of the signature power to bind the Company;
3. Subsequent amendment of the first and second paragraphs of article 13 of the articles of association of the Company in order to reflect the new signature power described in resolution 2. above; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to approve the amendment of the Company’s signatory policy, so that the Company shall be bound by the sole signature of any director of the Company.

Third resolution:

As a consequence of the second resolution above, it is resolved to amend accordingly the first and second paragraphs of article 13 of the Company’s articles of association to read as follows:

Art. 13. 1st paragraph. “The Company shall be represented through the sole signature of any member of the Board.”

2nd paragraph. “The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two members of the Board. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by any member of the Board.”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above resolutions, have been estimated at about EUR 1,050.- (one thousand and fifty Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed with us the notary the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Noble Holding (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.689 (la «Société»), constituée par acte notarié de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 29 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2144 en date du 3 novembre 2009 et modifié pour la dernière fois par un acte notarié du notaire soussigné le 14 octobre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3631 en date du 29 novembre 2014.

L'assemblée est présidée par Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique de la Société, Noble Drilling Services 6 L.L.C., une société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique (l'«Associé Unique») est dûment représentée par Monsieur Christian DOSTERT, pré-qualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 27 janvier 2015.

La procuration susmentionnée, signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera ci-annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel qu'évoqué plus haut, a demandé au notaire d'acter comme suit:

II.- Que les 46.420.149 (quarante-six million quatre cent vingt mille cent quarante-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de 5 USD (cinq Dollars américains) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique confirme avoir été valablement informé à l'avance.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de la modification du pouvoir de signature pour engager la Société;
3. Modification en conséquence du premier et deuxième paragraphe de l'article 13 des statuts de la Société, afin de refléter le nouveau pouvoir de signature, tel que décrit dans la résolution 2. ci-dessus; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit à une convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère être valablement convoqué et est donc d'accord pour délibérer et voter sur tous les points de l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'approuver la modification du pouvoir de signature dans la Société, de sorte que la Société sera désormais engagée par la seule signature d'un de ses gérants.

Troisième résolution:

En conséquence de la deuxième résolution ci-dessus, il est décidé de modifier les premier et second paragraphes de l'article 13 de la Société pour leur donner la teneur suivante:

Art. 13. 1^{er} paragraphe. «La Société sera représentée par la seule signature de tout membre du Conseil.»

2^{ème} paragraphe. «Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux membres du Conseil. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés être produits en justice ou ailleurs devront être signés par le président ou par tout membre du Conseil.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet Acte, ont été évaluées à environ EUR 1.050,- (mille cinquante euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 3 février 2015. 2LAC/2015/2378. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025297/138.

(150028763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Noble Holding International (Luxembourg NHIL) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.770.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.312.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of the month of January;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "Noble Holding International (Luxembourg NHIL) S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée" having its registered office at 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and company register under number B 148.312 (the "Company"), whose registered office and central administration was transferred to the Grand-Duchy of Luxembourg from the Cayman Islands by a notarial deed dated 23 September 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2009 and dated 14 October 2009, and lastly amended by a notarial deed enacted by the undersigned notary on 23 February 2012 and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 970, dated 14 April 2012.

The meeting is presided by Mrs. Monique GOERES, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

The chairperson appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

The chairperson requests the notary to act that:

I.- The sole shareholder of the Company, Noble Corporation, an exempt company limited by shares, existing and organized under the laws of Cayman Islands, having its registered office at Uglund House, George Town, Grand Cayman, KY1-1104 Cayman Islands (the "Sole Shareholder") is duly represented by Mr. Christian DOSTERT, pre-named, by virtue of a proxy given under private seal dated 27 January 2015.

The above mentioned proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

II.- That the 554,000 (five hundred fifty four thousand) shares of USD 5 (five United States Dollars) each, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states as having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of convening notice right;
2. Approval of the amendment of the signature power to bind the Company;
3. Subsequent amendment of the first and second paragraphs of article 13 of the articles of association of the Company in order to reflect the new signature power described in resolution 2. above; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to approve the amendment of the Company's signatory policy, so that the Company shall be bound by the sole signature of any director of the Company.

Third resolution:

As a consequence of the second resolution above, it is resolved to amend accordingly the first and second paragraphs of article 13 of the Company's articles of association to read as follows:

Art. 13. 1st paragraph. "The Company shall be represented through the sole signature of any member of the Board."

2nd paragraph. "The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two members of the Board. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by any member of the Board."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above resolutions, have been estimated at about EUR 1,050.- (one thousand and fifty Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed with us the notary the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Noble Holding International (Luxembourg NHIL) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.312 (la «Société»), dont le siège social et la gestion centrale ont été transférés au Grand-Duché de Luxembourg depuis les Îles Cayman par un acte notarié daté du 23 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 2009 en date du 14 octobre 2009 et modifié pour la dernière fois par un acte notarié du notaire

soussigné le 23 février 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 970 en date du 14 avril 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique de la Société, Noble Corporation, une société exempte limitée par part, de droit des Îles Cayman, ayant son siège social à Uglan House, George Town, Grand Cayman KY1-1104, Îles Cayman (l'«Associé Unique») est dûment représentée par Monsieur Christian DOSTERT, pré-qualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 27 janvier 2015.

La procuration susmentionnée, signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera ci-annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel qu'évoqué plus haut, a demandé au notaire d'acter comme suit:

II.- Que les 554.000 (cinq cent cinquante-quatre mille) parts sociales d'une valeur nominale de 5 USD (cinq Dollars américains) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique confirme avoir été valablement informé à l'avance.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de la modification du pouvoir de signature pour engager la Société;
3. Modification en conséquence du premier et deuxième paragraphe de l'article 13 des statuts de la Société, afin de refléter le nouveau pouvoir de signature, tel que décrit dans la résolution 2. ci-dessus; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit à une convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère être valablement convoqué et est donc d'accord pour délibérer et voter sur tous les points de l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'approuver la modification du pouvoir de signature dans la Société, de sorte que la Société sera désormais engagée par la seule signature d'un de ses gérants.

Troisième résolution:

En conséquence de la deuxième résolution ci-dessus, il est décidé de modifier les premier et second paragraphes de l'article 13 de la Société pour leur donner la teneur suivante:

Art. 13. 1^{er} paragraphe. «La Société sera représentée par la seule signature de tout membre du Conseil.»

2^{ème} paragraphe. «Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux membres du Conseil. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés être produits en justice ou ailleurs devront être signés par le président ou par tout membre du Conseil.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet Acte, ont été évaluées à environ EUR 1.050,- (mille cinquante euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 3 février 2015. 2LAC/2015/2393. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015025312/139.

(150029282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

**Moravia Lux Intermediate Holding Company, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Pabeila S.à r.l.).**

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.046.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of January,
Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Moravia Lux Holding Company, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189.048, having a share capital amounting to USD 20,000,

in its capacity as sole shareholder of Pabeila S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189.046, having a share capital amounting to EUR 12,500 (the Company), incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Martine Schaeffer dated 22 July 2014 and published in Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 2710 dated 3 October 2014, the articles of association of which have not been amended thereafter,

as such here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on January 26, 2015,

Such proxy, after having been signed *in varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. Moravia Lux Holding Company, S.à r.l., represented as stated above, is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder), so that the entire issued and outstanding share capital of the Company is represented at the meeting;

II. The Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares in registered form with a par value of one hundred twenty-five euro (EUR 125) each, all subscribed and fully paid-up.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the denomination change of the Company from "Pabeila S.à r.l." to "Moravia Lux Intermediate Holding Company, S.à r.l."

The Sole Shareholder therefore resolves to approve the subsequent amendment of article 2 of the Company's articles of association (the Articles), so as to take the denomination change into account, as follows:

" Art. 2. Name. The Company will exist under the name of Moravia Lux Intermediate Holding Company, S.à r.l."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 17 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

" Art. 17. Representation of the Company - Delegation of Powers. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with the following paragraph of this article 17 of the articles of incorporation.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there is more than one manager, by any manager of the Company.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to (i) convert the corporate capital of the Company into United States dollars (USD) using the exchange rate of January 28, 2015 (i.e. EUR 1 = USD 1,1315), thus amounting to fourteen thousand one hundred forty-three United States dollars and seventy-five cents (USD 14,143.75), (ii) set the par value of the shares to one hundred twenty-five United States dollars (USD 125) and (iii) increase the corporate capital by a contribution in cash of five thousand eight hundred fifty-six United States dollars and twenty-five cents (USD 5,856.25), so as to raise the corporate capital to an amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000) by the creation and issuance of sixty (60) new shares having a par value of one hundred twenty-five United States dollars (USD 125) each, having the rights and obligations set out in the Articles.

Subscription - Payment

Thereupon, Moravia Lux Holding Company, S.à r.l., prenamed and represented as above stated, acting in its capacity as subscriber declared to subscribe to the sixty (60) new shares in consideration for a contribution in cash amounting to six thousand four hundred seventy-six United States dollars and sixteen cents (USD 6,476.16).

The surplus between the contribution in cash made by Moravia Holdings II, LP, prenamed, and the nominal value of the shares, being six hundred nineteen United States dollars and ninety-one cents (USD 619.91), shall be transferred to the share premium account of the Company to be newly created.

The amount of six thousand four hundred seventy-six United States dollars and sixteen cents (USD 6,476.16) is as at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the conversion and increase of the corporate capital of the Company, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles, which shall be read as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The capital is set at twenty thousand dollars (USD 20,000) represented by one hundred sixty (160) shares of a par value of one hundred twenty-five dollars (USD 125) each.

There being no further business, the meeting is terminated.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately two thousand five hundred Euros (EUR 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This document has been read to the proxyholder of the appearing party, who signed together with the undersigned notary this original notarial deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour de janvier,

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Moravia Lux Holding Company, S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.048, avec un capital social de 20.000 dollars américains,

En sa capacité d’associé unique de Pabeila S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.046, avec un capital social de 12.500 euros (la Société), constituée en vertu d’un acte notarié de Maître Martine Schaeffer en date du 22 juillet 2014 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 3 octobre 2014 sous le numéro 2710, dont les statuts n’ont jamais été modifiés,

ici représentée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée le 26 janvier 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d’enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Moravia Lux Holding Company, S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, est l'associé unique de la Société (l'Associé Unique), de sorte que l'entière du capital social de la Société émis et en circulation est représenté à l'assemblée;

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en cent (100) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125 EUR) chacune, toutes entièrement souscrites et entièrement libérées.

Par conséquent, la partie comparante, agissant par l'intermédiaire de son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le changement de dénomination sociale de la Société de «Pabeila S.à r.l.» à «Moravia Lux Intermediate Holding Company, S.à r.l.».

L'Associé Unique décide en conséquence de modifier l'article 2 des statuts de la Société (les Statuts), afin de prendre en considération le changement de dénomination sociale, comme suit:

« **Art. 2. Dénomination.** La Société prend la dénomination sociale de "Moravia Lux Intermediate Holding Company, S.à r.l." ».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 17 des Statuts, qui sera désormais lu comme suit:

« **Art. 17. Représentation de la Société, Délégation de pouvoirs.** La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature unique de tout gérant de la Société ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui un tel pouvoir a été valablement délégué conformément au paragraphe suivant de l'article 17 des statuts.

Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par tout gérant de la Société.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de (i) convertir le capital social de la Société en dollar américains (USD), au taux de change en vigueur en date du 28 janvier 2015 (i.e. EUR 1 = USD 1.1315), soit un montant de quatorze mille cent quarante-trois dollars américains et soixante-quinze cents (14.143,75 USD) (ii) fixer la valeur nominale des actions à cent vingt-cinq dollars américains (125 USD) et (iii) augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq mille huit cent cinquante-six dollars américains et vingt-cinq cents (5.856,25 USD) afin de le porter à un montant de vingt mille dollars américains (20.000 USD) par la création et l'émission de soixante (60) nouvelles actions ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq dollars américains (125 USD) chacune, ayant les droits et obligations inscrits dans les Statuts.

Souscription - Payement

Par conséquent, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, agissant en sa capacité de souscripteur, a déclaré souscrire aux soixante (60) nouvelles parts sociales en contrepartie d'un apport en numéraire s'élevant à six mille quatre cent soixante-seize dollars américains et seize cents (6.476,16 USD).

L'excédent entre l'apport en numéraire réalisé par l'Associé Unique et la valeur nominale des nouvelles actions, lequel s'élève à un montant de six cent dix-neuf dollars américains et quatre-vingt-onze cents (619,91 USD), sera transféré au compte de prime d'émission de la Société nouvellement créé.

Le montant de six mille quatre cent soixante-seize dollars américains et seize cents (6.476,16 USD) est à la libre disposition de la Société, la preuve en ayant été présentée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

En conséquence de la conversion et de l'augmentation de capital de la Société, l'Associé unique décide de modifier l'article 6 des Statuts, lesquels devront être lu comme suit:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à vingt mille dollars (20.000 USD) représenté par cent soixante (160) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq dollars (125 USD) chacune.»

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est terminée.

Estimation des coûts

Les dépenses, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société en rapport avec le présent acte sont estimés à environ deux mille cinq cents Euros (2.500.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en français et qu'en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture de ce document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 4 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3448. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015025345/159.

(150028551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Gipe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 12.037.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de GIPE S.A.(ci-après «la Société»), société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 12.037, constituée par acte reçu par Maître Lucien Schuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 mai 1974, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 161 du 09 août 1974. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 04 août 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 179 du 08 mars 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain et modification afférente de l'article 2 des statuts.

2. Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 700.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/329. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025053/47.

(150028952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Afrodite S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.129.475,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 108.754.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 13 février 2015 au siège social de la Société il a été décidé:

- d'accepter les démissions de Monsieur Luca Noverino Carlo FALETTI, gérant, avec effet à compter du 30 janvier 2015;

- de nommer avec effet immédiat au 30 janvier 2015 et pour un temps indéterminé Monsieur Gilberto Mazzocchi résidant professionnellement au Herengracht 450 - 454, 1017 CA Amsterdam (Pays-Bas).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CITCO C&T (Luxembourg) S.A.

Signature

Employée

Référence de publication: 2015025689/18.

(150029814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

SEMO, Société Européenne de Machines Outils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 47.555.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 12 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de désigner la société d'expertises comptables ATTC SA, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, RCS Luxembourg B 16.441, en tant que dépositaire des certificats représentatifs d'actions au porteur émis par la société.

Pour copie conforme

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015025454/13.

(150029040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Silver Sea Properties (Orpington) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 89.660,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.711.

En date du 30 janvier 2015, l'associé unique Silver Sea Property Holdings S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 8.966.000 parts sociales à Harewood Nominees Limited, avec siège social au 55 Moorgate, 4th Floor, EC2R 6PA Londres, Royaume-Uni, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Harewood Nominees Limited, précité, avec 8.966.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025449/14.

(150029224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.
